



Nom de la source

La Presse

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Hebdomadaire

Couverture géographique

Provinciale

Provenance

Montréal, Québec, Canada

p. a11



Samedi 12 avril 2003

La Presse • p. A11 • 546 mots

L'Irak : l'après Saddam

Les voix réclamant un retour à l'ordre se font plus fortes

Cardinal, François

AFP ; Reuter

LES VOIX réclamant un retour à l'ordre à Bagdad se sont faites plus fortes hier, un organisme des Nations unies allant même jusqu'à accuser la coalition anglo-américaine de violer effrontément les conventions de Genève.

Dans l'anarchie la plus totale, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) s'est déclaré "profondément alarmé par le chaos prévalant à Bagdad et dans d'autres parties de l'Irak". D'autant plus que plus un seul hôpital de la capitale n'était ouvert, hier, selon une porte-parole.

Des individus déchaînés, parfois armés, ont continué à saccager des hôpitaux et des installations médicales abandonnées par leur personnel, qui craignait les pillards. Des malades ont ainsi été laissés sans soin et des dépouilles mortelles ont été abandonnées.

"Le problème aujourd'hui (hier), ce ne sont ni les ressources humaines ni la logistique, a déclaré Balthasar Staehelin, délégué régional de l'organisme pour le Moyen-Orient. Il s'agit d'une situation humanitaire qui empire. À cela, nous n'avons pas de réponse."

Pendant cette troisième journée de chaos, l'Allemagne, la France, la Russie,

l'Organisation des Nations unies (ONU), la Suisse et l'Égypte, notamment, ont exhorté les autorités militaires occupantes à stabiliser la situation au plus vite afin que les convois humanitaires puissent circuler.

Pour sa part, le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU a eu les mots les plus durs à l'endroit des troupes américaines, qui regardent sans broncher les pillards tourner la ville sens dessus dessous.

"Les forces coalisées semblent complètement incapables d'imposer un semblant d'ordre parmi les groupes qui contrôlent les rues de la capitale, a indiqué Véronique Taveau, porte-parole du Bureau, selon le réseau ABC. Cette inaction des forces occupantes est en violation directe des conventions de Genève."

Une obligation adaptée au contexte

Selon la quatrième convention de Genève, signée en 1949, les troupes qui occupent un pays ont le devoir d'assurer la protection de la population et son bien-être minimal (eau, nourriture, soins, etc.).

Toutefois, selon deux experts consultés par *La Presse* hier, l'accusation de l'organisme onusien est sans fondement.

© 2003 La Presse. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 3 mai 2017 à Université-de-Montréal à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20030412-LA-0022

Vrai, les militaires ont des devoirs vis-à-vis des Irakiens. "Cela étant dit, c'est une obligation qui doit être adaptée au contexte, précise le vice-doyen de la faculté de droit de l'Université McGill, René Provost. En effet, l'obligation ne prime pas le droit du pouvoir occupant de combattre pour gagner la guerre", ajoute ce spécialiste du droit international.

En outre, il faut laisser le temps aux forces de prendre position en Irak, et à Bagdad en particulier, selon Stéphane Beaulac, professeur de droit international à l'Université de Montréal. "Je ne veux pas nécessairement défendre (les Américains) mais il faut leur laisser le temps de sécuriser la ville, a-t-il dit. Il faudra donc suivre la situation dans les prochains jours pour voir s'ils respectent leurs obligations."

Arrêter les pillages

À ce sujet, hier, le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, s'est voulu rassurant: il a promis que les forces assureraient la sécurité pour arrêter les pillages dans les villes irakiennes.

Mais la question persiste néanmoins: y a-t-il suffisamment de soldats sur le terrain pour rétablir et maintenir l'ordre dans une ville de cinq millions d'habitants comme Bagdad?

"C'est la question à un million de dollars, a rétorqué en entrevue Rémi Landry, lieutenant-colonel à la retraite des Forces armées canadiennes et chercheur associé avec le Groupe d'étude et de recherche sur la sécurité internationale de l'UdeM (GERSI). Il est évident que 20 000 soldats dans une ville de 30 km sur 20 km, ce n'est pas suffisant. Toutefois, les militaires

peuvent faire des gestes qui vont être bien perçus par la communauté internationale, comme par exemple décréter une loi martiale et des couvre-feux."

Mais hier, les témoins sur place étaient catégoriques: on est très loin d'une telle situation. Des commerçants armés de fusils et de barres de fer ont par exemple attaqué des groupes de maraudeurs qui s'approchaient de leurs commerces. Un peu partout dans la capitale, des gens continuaient à vider des bureaux, des boutiques, des banques, etc. Même l'UNICEF a vu ses bureaux vandalisés et pillés.

"Je n'en crois pas mes yeux, a lancé Hazifa al-Dweiji, professeur à l'Université médicale de Mossoul, à l'agence United Press International. Nous avons été trompés. Les choses devaient revenir à la normale; c'est tout le contraire."-